

REPUBLIQUE DE COTE  
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N°097/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE  
DU 26/02/2019

Affaire

La société **AFRICAB**

(Me Josiane KOFFI-BREDOU)

Contre

**Madame LARBAT Jocelyne  
Alberte**

DECISION

CONTRADICTOIRE

Déclare la société **AFRICAB**  
recevable en son opposition ;

Constate la non-conciliation des  
parties ;

Dit la société **AFRICAB** bien  
fondée en son opposition ;

Déclare irrecevable, la requête aux  
fins d'injonction de payer en date  
du 03 Décembre 2018 ;

Met les dépens de l'instance à la  
charge de Madame **LARBAT  
Jocelyne Alberte** ;

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 26 FEVRIER 2019**

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du vingt-six Février deux mil dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

**Monsieur TRAORE BAKARY**, Président ;

**Mesdames SAKHANOKHO FATOUMATA, TUO ODANHAN épouse AKAKO et Messieurs KARAMOKO FODE SAKO et AKPATOU SERGE**, Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître AMANI épouse KOFFI ADJO AUDREY**, Greffier assermenté ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

**La société AFRICAB**, SARL, au capital de 1 000 000 F CFA, dont le siège social est à Abidjan-Treichville, Rue des foreurs, Zone 3, BP 757 CIDEX 03, prise en la personne de son représentant légal, Monsieur GOMA Kany Vangsy Olivier, son Gérant, de nationalité Congolaise, demeurant ès qualité audit siège ;

Ayant pour conseil, Maître Josiane KOFFI BREDOU, Avocat près la Cour d'Appel d'Abidjan, demeurant à Abidjan Plateau, Angle 31, Boulevard de la République, Immeuble AVS (EX SCIA) N°9, 6<sup>ème</sup> étage, porte 65, face au stade Félix Houphouët BOIGNY, 04 BP 150 Abidjan 04, Téléphone : 20 22 85 40, Fax : 20 22 94 93, E-mail : [cabinetjkb@aviso.ci](mailto:cabinetjkb@aviso.ci);

Demanderesse d'une part ;

Et

**Madame LARBAT Jocelyne Alberte**, née le 03 Mars 1968 à Abidjan Adjamé, de nationalité Ivoirienne, domiciliée à Abidjan Cocody, Cel : 58 70 70 70 ;

Défenderesse d'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 25 Janvier 2019, l'affaire a été appelée et renvoyée au 29 Janvier 2019 devant la 4<sup>ème</sup> chambre pour attribution ;





A cette date, le Tribunal a procédé à la tentative de conciliation qui s'est soldée par un échec ;

Une instruction a été ordonnée, confiée au Juge SAKHANOKHO FATOUMATA, qui a fait l'objet de l'ordonnance de clôture n°251/2019 du 13 Février 2019 ;

La cause a été renvoyée à l'audience publique du 19 Février 2019 pour être mise en délibéré ;

A cette date, la cause a été mise en délibéré pour décision être rendue le 26 Février 2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré ;

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier ;

Vu l'échec de la tentative de conciliation ;

Où les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Par exploit d'huissier en date du 28 Décembre 2018, la société AFRICAB a formé opposition à l'ordonnance d'injonction de payer N°4948/2018 rendue le 05 Décembre 2018 par la juridiction présidentielle du Tribunal de Commerce d'Abidjan qui l'a condamnée à payer à Madame LARBAT Jocelyne Alberte, la somme de 3.600.000 F CFA ;

Cette ordonnance d'injonction de payer a été signifiée à la société AFRICAB et celle-ci a assigné Madame LARBAT Jocelyne Alberte à comparaître par-devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan le 25 Janvier 2019 pour entendre statuer sur les mérites de son opposition ;

Au soutien de son opposition, la société AFRICAB allègue l'irrecevabilité de la requête aux fins d'injonction de payer en date du 03 Décembre 2018 pour violation de 4 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des



voies d'exécution, motif pris de ce que ladite requête n'indique pas la profession de Madame LARBAT Jocelyne Alberte ;

La société AFRICAB allègue également l'inexistence de la créance dont le recouvrement est poursuivi ;

Elle déclare à cet effet que par chèque VERSUS BANK N°2485012 du 24 Décembre 2018, émis à l'ordre de Madame LARBAT Jocelyne Alberte, elle a intégralement payé la somme de 3.600.000 F CFA que celle-ci réclame ;

Elle fait valoir que ce paiement libératoire met fin à l'existence de la créance alléguée ;

Elle sollicite en conséquence, la rétractation de l'ordonnance querellée ;

Madame LARBAT Jocelyne Alberte n'a pas comparu et n'a fait valoir aucun moyen de défense ;

### **SUR CE**

### **EN LA FORME**

### **SUR LE CARACTERE DE LA DECISION**

Aux termes de l'article 12 alinéa 2 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, « *Si la tentative de conciliation échoue, la juridiction statue immédiatement sur la demande en recouvrement, même en l'absence du débiteur ayant formé opposition, par une décision qui aura les effets d'une décision contradictoire* » ;

En application de ce texte, il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

### **SUR LE TAUX DU RESSORT**

Aux termes de l'article 15 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, « *La décision rendue sur opposition est susceptible d'appel dans les conditions du droit national de chaque Etat partie. Toutefois, le délai d'appel est de trente jours à compter de la date de cette décision* » ;

En application de ce texte, il y a lieu de statuer en premier ressort ;

### **SUR LA RECEVABILITE DE L'OPPOSITION**



L'opposition de la société AFRICAB est intervenue dans les forme et délai légaux ;  
Il y a lieu de la déclarer recevable ;

### **AU FOND**

#### **SUR L'IRRECEVABILITE DE LA REQUETE AUX FINS D'INJONCTION DE PAYER**

La société AFRICAB allègue l'irrecevabilité de la requête aux fins d'injonction de payer pour violation des dispositions de l'article 4 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, motif pris de ce que ladite requête n'indique pas la profession de Madame LARBAT Jocelyne Alberte ;

Aux termes de l'article 4 de l'acte uniforme susvisé, « *La requête doit être déposée ou adressée par le demandeur, ou par son mandataire autorisé par la loi de chaque Etat partie à le représenter en justice, au greffe de la juridiction compétente.*

*Elle contient, à peine d'irrecevabilité:*

- 1) les noms, prénoms, profession et domiciles des parties ou, pour les personnes morales, leurs forme, dénomination et siège social;*
- 2) l'indication précise du montant de la somme réclamée avec le décompte des différents éléments de la créance ainsi que le fondement de celle-ci.*

*Elle est accompagnée des documents justificatifs en originaux ou en copies certifiées conformes.*

*Lorsque la requête émane d'une personne non domiciliée dans l'État de la juridiction compétente saisie, elle doit contenir sous la même sanction, élection de domicile dans le ressort de cette juridiction » ;*

Il ressort de l'analyse de ce texte, qu'à peine d'irrecevabilité, la requête aux fins d'injonction de payer doit indiquer la profession des parties ;

En l'espèce, la requête aux fins d'injonction de payer en date du 03 Décembre 2018, n'indique pas la profession de Madame LARBAT Jocelyne Alberte ;





En application du texte susvisé, il y a lieu de déclarer irrecevable ladite requête ;

SUR LES DEPENS

Madame LARBAT Jocelyne Alberte succombe ;  
Il sied de mettre les dépens à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare la société AFRICAB recevable en son opposition ;

Constate la non-conciliation des parties ;

Dit la société AFRICAB bien fondée en son opposition ;

Déclare irrecevable, la requête aux fins d'injonction de payer en date du 03 Décembre 2018 ;

Met les dépens de l'instance à la charge de Madame LARBAT Jocelyne Alberte ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

Et ont signé le Président et le Greffier./.

N<sup>o</sup> REC: 00282804

D.F: 18.000 francs  
ENREGISTRE AU PLATEAU  
Le 11 AVR 2019  
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 29  
N° 596 Bord 235 64  
REÇU : Dix huit mille francs  
Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre



1. NAME (Last, First, Middle)  
 2. DATE OF BIRTH (Month/Day/Year)  
 3. SEX (Male/Female)  
 4. RELIGION (e.g., Christianity, Islam, Hinduism, etc.)  
 5. EDUCATION (e.g., High School, College, University)  
 6. CURRENT ADDRESS (Street, City, State, ZIP)  
 7. PHONE NUMBER (Area Code, Number)  
 8. EMAIL ADDRESS (e.g., name@example.com)  
 9. PROFESSION (e.g., Student, Teacher, Engineer)  
 10. HOBBIES (e.g., Reading, Sports, Gardening)  
 11. LANGUAGES (e.g., English, Spanish, French)  
 12. REFERENCES (Name, Address, Phone Number)  
 13. COMMENTS (Additional information)

1. 1990	2. 1991
---------	---------